

attarder. Dangereux aussi en raison du nombre fatalement restreint de ceux comprenant l'importance de notre poste spécial de combat et résolus à s'y tenir.

On croirait à tort, également, qu'en face des palliatifs et des demi-mesures nous puissions rester neutres et silencieux. Pourquoi, en effet, mépriser ces occasions d'illustrer notre dire et de l'asseoir sur une démonstration de plus en plus solide? Libre à d'autres de voir en ces initiatives — en admettant que cela y soit — quelques individualités moins souffrantes. Nous n'y pouvons trouver, nous autres, qu'une raison nouvelle d'affirmer nécessaire la transformation complète de nos conditions d'existence pour atteindre le bien-être auquel nous avons droit dès aujourd'hui de par l'évolution matérielle du monde.

Cela n'ira pas, bien entendu, sans que soient malmenés un peu ceux dont l'idéal se résout en la gratuité — réelle ou factice — du pain, du médicament, du lavoir, du repas scolaire ou encore en la substitution du régiment au bagne. Et ceux-là qui prétendent « s'arranger avec le mal social pour le pallier par des remèdes imparfaits, certes, mais immédiats » nous accuseront de troubler la fête et de maintenir, pour la gloire de nos

TION : 140, Rue Mouffe

la majorité n'accepteront pas non plus la dépréciation du travail sur quoi ils vivent et spéculent. Assurés même de l'innocuité de la proposition touchant leurs finances, ils en craindraient le préjudice moral.

Admettons pourtant ce projet actuellement réalisable tel que formulé et de nature à soulager les plus souffrants. Ce n'est pas une raison pour que des anarchistes l'accueillent et le préconisent; leur adhésion à ce palliatif, indicatrice de concessions nouvelles, laisserait supposer que la conscience de la nécessité anarchiste s'affaiblit en ceux qui se chargèrent de l'affirmer. Or, aujourd'hui comme hier, les mêmes raisons subsistent, justifiant notre intransigeance caractéristique à l'égard des réformes partielles.

Du jour où la certitude apparut que l'homme était assez riche pour remplacer par la libre et fraternelle consommation des fruits de son labeur le pillage et l'exploitation en honneur présentement, le communisme anarchiste sollicita de profondes convictions. Alors une propagande commença, différente de toutes celles osées encore, en ce sens qu'irréductible à toute concep-

QUELQUES CHIFFRES SUR LA MISÈRE

en 1895

Que d'enseignements dans les chiffres et quel triste sujet à philosopher que les documents officiels sur la situation actuelle!

L'année 1895 n'est pas restée en arrière sur les précédentes. La situation, loin de s'améliorer, empire de plus en plus; les quelques chiffres suivants convaincront plus du mauvais état de cette situation que de longs discours.

Il a été déclaré exactement du 1^{er} janvier au 31 décembre 1895 : 1.500 faillites, plus 202 liquidation judiciaires (1), par le tribunal de commerce de Paris. Le Mont-de-Piété, cet autre par excellence de la misère, a prêté dans le courant de l'année, sur 3.663.722 objets, la somme de 98.747.704 francs et il restait en magasin, au 31 décembre, 1.671.851 articles représentant un prêt de 46.376.431 francs, plus une somme de 5.843.665 francs sur des valeurs mobilières. Les chiffres concernant la caisse d'épargne viennent confirmer la marche ascendante de la misère; les quelques malheureux qui avaient, au prix de leur santé, pu épargner quelques sous à

(1) *Bulletin de l'Office du travail.*

force de privations, ont vu s'évanouir leur rêve de petits capitalistes.

Ainsi, pour 13.610.679 francs de dépôts, il y a eu 23.755.730 francs de retraits, soit 10.145.051 francs en plus, et cela pour le mois de décembre 1895 seulement.

L'Assistance publique a accordé des secours réguliers à 48.024 personnes dans le seul mois de décembre, plus 18.540 à des nécessiteux irréguliers. Cette démarcation entre nécessiteux réguliers et irréguliers peut paraître bizarre, mais ainsi le veut dame Assistance et nous n'y pouvons rien changer. Les asiles de nuit donnent aussi la note la plus pitoyable : c'est l'individu, n'ayant même plus, dans notre société dite civilisée, la tanière qui n'est pas refusée par la nature aux bêtes fauves.

Nous n'avons pu nous procurer que les chiffres relatifs aux 6 premiers mois de l'année. Les asiles de nuit ont secouru pendant cette période : 88.789 hommes de moins de 60 ans, 7.303 de plus de 60 ans, 12.716 femmes, et 4.149 enfants.

Combien en pourrions-nous ajouter, à ces chiffres officiels, qui n'ont même pas eu le toit de l'asile de nuit ! Quelle triste société que celle qui permet de pareilles choses, et comme nous avons raison d'appeler son prompt effondrement !

Pour terminer cette énumération de chiffres, voici les prix comparatifs de quelques denrées et matières de première nécessité. Pendant que les farines, qui valaient 42 fr. 25 les 157 kilog. en 1894, diminuaient de 1 franc en 1895, le sucre, dans le même espace de temps, montait de 25 fr. 75 à 30 fr. 75 pour le plus grand profit de quelque Lebaudy. L'huile, qui valait 49 fr. 75 les 100 kil., vaut aujourd'hui 54 fr. 50; le pétrole, de 31 francs, est monté à 37; la viande a augmenté aussi : 2 fr. 10 le kil. au lieu de 2 fr. 02 pour le mouton et 1 fr. 64 au lieu de 1 fr. 60 pour le bœuf.

Les matières premières nécessaires à l'habillement accusent aussi une augmentation considérable; ainsi le coton a sauté de 33 fr. 87 les 100 kil. à 49 fr. 50; de même pour la laine qui vaut 117 fr. 50 au lieu de 93 francs.

Malgré ces augmentations successives, le gain de l'ouvrier est loin de monter; bien au contraire.

Les denrées augmentent, la faillite guette le commerçant, forcé de céder la place, de par le régime économique, aux grandes entreprises. L'ouvrier, victime de la machine, lui qui en devrait être le maître, connaît de plus en plus le chemin des monts-de-piété, puis des asiles de nuit. Les prisons regorgent; la société capitaliste se désagrège de toutes parts. A nous de redoubler d'énergie.

P. DELESALLE.